

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DORIDANT SA

419 route d'Epinal
88400 Gérardmer

Références : S-25-1049RP

Code AIOT : 0006202253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement DORIDANT SA implanté 35 chemin du Potier 88400 Gérardmer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est inscrite dans le suivi de la cessation d'activité du site. Il a alors été constaté qu'une activité alternative perdure (stockage de papier issus de collecte sélective pour le compte de la papeterie NSG).

La visite s'est appuyée sur le code de l'environnement et sur l'arrêté ministériel du 30/09/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DORIDANT SA
- 35 chemin du Potier 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site était spécialisé dans l'ennoblissement textile et était autorisé à exercer son activité par l'arrêté préfectoral n° 563/2006 du 21 février 2006. L'activité d'ennoblissement a cessé depuis. A ce jour, une partie a été reconvertie en stock tampon de papier à recycler au bénéfice de la société NSG.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation d'activités	Code de l'environnement du 20/06/2025, article L. 512-19	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Réhabilitation	Code de l'environnement du 20/06/2025, article R. 512-39-2 et R. 512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
4	Détection et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Stockage en îlots	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification d'activités	Code de l'environnement du 20/06/2025, article R. 181-46	Sans objet
5	Installations électriques et éclairage	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a partiellement été reconverti en stockage de papier relevant de la rubrique 1530. Il convient d'adapter le site aux exigences de l'arrêté ministériel qui encadre cette activité. Le reste du site doit faire l'objet de la procédure de cessation d'activité afférente aux sites soumis à autorisation (sauf demande de report au titre des terrains non libérés)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2025, article R181-46
Thème(s) : Autre, modification d'activités
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. (...)
Constats : Lors de sa visite, l'inspection a constaté l'arrêt de l'activité de blanchiment, activité historique du site. En revanche, il a été constaté que les bâtiments sont reconvertis en entrepôt de papier à recycler. L'exploitant indique qu'il assure le stockage de 8 000 m ³ au maximum de papier pour le compte de la société NSG (papeterie de l'agglomération d'Épinal). L'exploitant indique également qu'il n'a pas l'intention de reprendre ses activités de blanchiment. Les papiers stockés sont issus de la collecte sélective. Au vu des éléments transmis par l'exploitant suite à la visite, il est conclu que ces papiers ont fait l'objet d'une sortie de statut de déchet ce qui permet effectivement d'en assurer le stockage sur site puisque l'exploitant dispose de la rubrique 1530 (Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues) sous le régime de déclaration à hauteur de 9 700 m ³ . A ce jour cette rubrique visait le stockage de textiles. Au vu des prescriptions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, cette modification (de stockage de textiles vers le stockage de papiers) aurait dû être portée à la connaissance de l'État avant mise en œuvre, ce qui est désormais inutile suite à la visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport. A noter qu'en cas de cessation définitive d'activités, le site ayant été soumis à autorisation, ce sont les dispositions des articles concernant la cessation d'activité des sites soumis à autorisation qui s'appliqueront.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2025, article L512-19
Thème(s) : Autre, cessation d'activités
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif. Il peut appliquer cette procédure à une partie d'installation située sur un terrain qu'il détermine et qui n'a pas été exploitée durant trois années consécutives.
Constats : Par courrier du 08 avril 2019, l'exploitant indiquait « <i>nous avons dû transférer le peu d'activité qu'il nous restait sur la société Blanchiment de Xonrupt II</i> ». Par la suite, l'absence d'exploitation a été constatée de façon constante par l'inspection des installations classées ; à commencer par son rapport du 15 octobre 2019. Depuis ces dates, aucune activité n'a repris sur le site à l'exception, depuis quelques mois, du stockage de papier déchet constaté par l'inspection dans deux des bâtiments. L'absence d'exploitation de plus de 3 ans est donc bien constituée pour les rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE : <ul style="list-style-type: none">• 2330 - teinture, apprêt, enduction, blanchiment pour laquelle le site est soumis à autorisation pour un volume de 41 t/j ;• 4441 - liquide comburant (remplaçant la rubrique 1200) pour les cuves d'eau oxygéné d'un volume total de 26 m³ ;• 2925 - atelier de charge d'accumulateurs (10 kW ; au vu de cette puissance, ce site ne serait à ce jour plus classé) ;• 2910 - installation de combustion (14,4 MW).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité telle que définie aux articles R. 512-75-1 et R512-39 et suivants du code de l'environnement. Cette procédure portera sur l'ensemble des rubriques susvisées (et donc à l'exception de la rubrique 1530). Il est demandé à l'exploitant, en premier lieu, de transmettre à l'inspection des installations classées une attestation de mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-39-1 III.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2025, article R512-39-2 et R512-39-3
Thème(s) : Autre, réhabilitation
Prescription contrôlée : Ces articles détaillent le processus de réhabilitation du site occupé par une installation classée soumise à autorisation après sa cessation d'activité.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions nécessaires à la réhabilitation du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réhabiliter son site au vu des prescriptions du code de l'environnement. En premier lieu il transmettra le mémoire de réhabilitation tel que prévu par l'article R. 512-39-3 I. L'exploitant est informé qu'en l'absence de libération des terrains, il peut demander un report de réhabilitation tel que prévu par l'article R. 512-39 (3ème alinéa) du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : détection et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, détection et extinction automatique
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire sauf pour les installations existantes d'un volume inférieur à 5 000 m³ au sein d'établissements dans lesquels une présence humaine est effective en permanence.</p> <p>Pour les papiers de grammage inférieur à 42 g/m² et les papiers d'hygiène stockés en bobine, ainsi que pour les papiers de grammage inférieur à 48 g/m² non stockés sous forme de bobines, les dépôts sont équipés d'un système d'extinction automatique. Pour les autres types de papiers, l'exploitant définit une stratégie d'extinction de l'incendie. Si celle-ci n'est pas basée sur un système automatique d'extinction, la stratégie d'extinction après détection fait l'objet d'un avis des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cette stratégie peut s'appuyer sur l'intervention de moyens de secours internes et externes, la mise en place de réserve d'eau par exemple. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le document des services d'incendie et de secours concernant ces aspects.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection ou d'extinction. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs d'extinction ou de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à un mètre.</p>
Constats : <p>Il n'existe ni détection automatique, ni extinction automatique.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande que le grammage des papiers stockés soit fourni et précisé la stratégie d'extinction d'incendie (éventuellement extinction automatique).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations électriques et éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques et éclairage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>B. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte.</p> <p>Ce mur et ces portes sont REI 120 et EI 120 (respectivement de degré coupe-feu 2 heures).</p> <p>C. Le dépôt, lorsqu'il est couvert, est équipé d'une installation de protection contre la foudre conforme aux normes en vigueur.</p> <p>D. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les bâtiments de stockage n'étaient plus alimentés en électricité ; ce qu'a pu constater par sondage d'inspection.</p> <p>Par essence, l'exploitant ne peut donc pas appliquer les dispositions du présent article. Pour autant, au vu des exigences de détection automatique définies par l'article 4.2 qui régit les installations soumises à la rubrique 1530 sous le régime de la déclaration, il est fort probable que l'exploitant devra rétablir l'alimentation électrique. Les dispositions du présent article 4.3 sont donc réaffirmées à titre de rappel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage en îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, stockage en îlots
Prescription contrôlée : Les produits conditionnés en masse (balle, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Volume maximal des îlots : 10 000 m ³ ; 2° Distance entre deux îlots : 10 mètres minimum. Cette distance peut être inférieure lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI 120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins deux mètres et débordant, au sol, la base de chacun des îlots d'au moins deux mètres ; 3° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres sauf en cas de mise en place de système d'extinction automatique ; 4° Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage pour les dépôts couverts.
Constats : Le stockage de papiers occupe 2 bâtiments : l'un d'une emprise d'environ 1 800 m ² et l'autre d'environ 600 m ² ; emprises cohérentes avec les volumes de stockage annoncés (8 000 m ³). On peut identifier ces deux bâtiments à deux îlots. La distance entre eux de 30 m environ ce qui est supérieur à la distance de 10 m attendue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant les hauteurs de stockages et distance aux toitures, il est attendu que l'exploitant apporte des précisions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt lorsqu'il est couvert, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• de robinets d'incendie armés, répartis dans le dépôt s'il est couvert en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Le site est doté des moyens de lutte contre l'incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt ;• de deux poteaux d'incendie : l'un situé route d'Épinal et l'autre diamétralement opposé, situé chemin du potier. L'inspection n'a pas constaté la présence de robinets d'incendie armé. L'inspection remarque malgré tout que leur présence est évoquée dans le rapport d'inspection de 2010.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de remettre en place des robinets d'incendie armés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois